



C E T R I

ANALYSE 2016
19 décembre

Centre tricontinental

OPINIONS SUR LES MOBILISATIONS DU 19 DÉCEMBRE AU CONGO

François Polet

La journée du 19 décembre 2016 a été investie d'une grande importance politique et symbolique au Congo. C'est à cette date que prenait théoriquement fin le deuxième et dernier mandat du président Joseph Kabila, la Constitution l'empêchant de se représenter. Une campagne intensive a été menée dans les semaines précédentes par les partis d'opposition et la société civile, en vue de préparer la population à se mobiliser en masse pour le chasser du pouvoir le jour en question. Parallèlement un dialogue était organisé par les évêques congolais, avec le soutien de la communauté internationale, en vue d'amener la majorité et l'opposition à s'accorder sur les modalités de l'inévitable transition.

Les trois textes d'opinion présentés ci-après ont été publiés avant, durant et après cette date du 19 décembre. Ils portent sur les perceptions que les parties prenantes ont eues de la mobilisation populaire et de ses dérives potentielles, perceptions qui sont mises en regard du profil et des motivations des jeunes engagés dans la mobilisation anti-kabila.

12/12/2016 - Congo : la stabilité politique au mépris de la jeunesse?¹

Résumons sans précaution diplomatique les ressorts de la situation congolaise. Depuis leur victoire douteuse aux élections de 2011, Kabila et son équipe ne cachent pas leur dessein de demeurer au pouvoir au-delà des deux mandats présidentiels prévus par la Constitution. En conservant les apparences de la légalité. La révision constitutionnelle et la modification de la législation électorales ayant provoqué une levée de bouclier, le clan a opté courant 2015 pour une stratégie simple : ne pas organiser les élections. Ou plutôt, organiser l'impossibilité pratique de tenir les élections dans les délais en arguant de difficultés financières, techniques, politiques.

Parallèlement, faire acter par la Cour constitutionnelle qu'en cas de non-élection dans les temps, Kabila reste à la barre, et organiser un « dialogue national » pour faire admettre ce « glissement » par l'opposition et la société civile, en échange de postes (dont celui de premier ministre) et d'argent. Détail important : présenter ce dialogue comme la voie responsable et pacifique de résolution de la « crise » électorale et présenter ceux qui s'y opposent par le dernier recours disponible, la manifestation de rue, comme des acteurs violents cherchant à conquérir le pouvoir par la déstabilisation des institutions. Ajouter une dose de stratégie de la tension, pour terroriser les militants et les qualifier de terroristes.

Clos le 18 octobre, le dialogue a repoussé le scrutin présidentiel au mois d'avril 2018. Il offre donc à Kabila une rallonge de seize mois. La manoeuvre est cousue de fils blancs. Mais là n'est pas sa lacune : la majorité de l'opposition, unie dans un « Rassemblement » autour du vieil opposant Tshisekedi, ne

1. Opinion publiée le 12/12/2016 sur www.rtbf.be

s'est pas jointe au dialogue, plombant sa légitimité. Avec des mouvements citoyens dont l'influence sur la jeunesse va grandissant, elle entend soulever la population le 19 décembre pour faire échec à ce qu'elle estime être un coup d'État constitutionnel.

Une perspective qui effraie la communauté internationale, hantée par le risque d'une déstabilisation politique du pays, voire de la région. Cette dernière renvoie aujourd'hui les protagonistes de la « crise » dos-à-dos : les uns doivent montrer une « retenue maximale » dans la gestion de la protestation, les autres doivent « montrer de la responsabilité en garantissant le caractère pacifique de leurs manifestations » (déclaration du Conseil de sécurité du 5 décembre). Surtout, toutes les parties prenantes sont invitées à trouver une « réponse consensuelle » à la crise politique. Concrètement, et face à l'inflexibilité de la majorité présidentielle, il est demandé au Rassemblement de mettre de l'eau dans son vin en acceptant que Kabila reste au pouvoir durant la transition, en échange d'un raccourcissement de cette dernière, de la promesse de ne pas réviser la Constitution et d'un nouveau partage des postes. Vu l'hyper-concentration des pouvoirs au niveau de la présidence, cela revient à laisser à Kabila les clés de la maison un an de plus.

En voulant éviter ce qu'elle considère comme le scénario du pire, la communauté internationale valide malgré elle la stratégie de l'équipe au pouvoir : s'imposer par le fait accompli et le chantage au chaos, suppléer l'absence de base légale et de consentement populaire par la menace de la force. Ce faisant, elle tourne le dos à la majorité des jeunes congolais, pour lesquels le scénario du pire, c'est le maintien de Kabila au pouvoir après le 19 décembre. Car non seulement ce scénario piétine la constitution et le principe de l'alternance qui en est le cœur, mais il implique le maintien d'un inacceptable, celui de la clochardisation des jeunes, de leur soumission à un ordre arbitraire et prédateur dont Kabila est à leurs yeux la clé de voûte. Quand la communauté internationale craint une « burundisation » du Congo, eux, regardent du côté du Burkina Faso, où la population mobilisée a « dégagé » Blaise Compaoré après 27 ans de règne.

Habitée par cette intransigeance démocratique qui grandit parmi la jeunesse africaine, cette génération a un sens aigu de sa responsabilité historique. Nombre de ses représentants sont prêts au sacrifice - « même si je meurs, cela servira à ceux qui me suivent » entend-on régulièrement. L'obtention d'un arrangement de dernière minute reportant le départ de Kabila serait considérée comme une nouvelle trahison des élites, nationales comme internationales. Un déni de justice aux relents postcoloniaux. Elle constituerait de fait une énième actualisation de cette contradiction entre logique d'intervention internationale et horizon d'attente local. Accord politique ou pas, cette jeunesse sortira le 19 décembre.

19/12/2016 - Kabila, les détonateurs, la poudre²

Le deuxième et dernier mandat du chef d'Etat congolais s'achève théoriquement ce lundi. Sans successeur, le processus électoral ayant délibérément été retardé par des institutions acquises à sa personne, Joseph Kabila restera en exercice durant la transition devant mener au scrutin. Sur la base d'une interprétation de la Constitution qui ne convainc pas. Une certaine jeunesse escompte bien lui manifester sa réprobation dans les rues de la capitale et des grandes villes, ce lundi, quitte à s'exposer aux balles de « sa » garde républicaine. Qui sont ces jeunes déterminés et que reprochent-ils à Kabila ?

Un caillou dans la botte du pouvoir

On peut schématiquement distinguer quatre composantes parmi la jeunesse qui marche ces derniers mois contre le « glissement » du mandat présidentiel. La plus médiatisée est sans conteste celle des « nouveaux mouvements citoyens », dont Lucha (Lutte pour le changement) et Filimbi (« sifflet » en swahili) sont les fers de lance. D'un profil social plutôt privilégié, hyper-présents sur les réseaux sociaux, inspirés des mouvements de jeunes sénégalais et burkinabés ayant « dégagé » leurs présidents respectifs en 2012 et 2014, ils sont porteurs d'une radicalité démocratique qui tranche avec les accommodements intéressés et autres courbes rentrantes des organisations sociales et politiques classiques. Elle leur a ouvert les portes des chancelleries... et celles des geôles du renseignement congolais, où leur bravoure déstabilise la police politique et impressionne les ténors de l'opposition. Véritable caillou dans la botte du pouvoir, leur influence sur le peuple kinois n'est cependant pas

2. Opinion publiée le 19/12/2016 dans le journal La Libre Belgique.

proportionnelle à leur aura internationale.

Cellules combattantes

Politiquement moins autonomes, les jeunes des partis d'opposition bénéficient d'un ancrage territorial que les précédents n'ont pas (hormis à Goma). La Ligue des jeunes de l'UDPS [1] d'Etienne Tshisekedi, en particulier, peut compter sur des cellules de « combattants » disséminées jusqu'au plus profond des quartiers populaires de la capitale. Si les structures verticales de leurs partis leur assignent essentiellement un rôle de mise en œuvre de stratégies décidées en haut, ces jeunes n'en prennent pas moins certaines libertés avec les mots d'ordre, en particulier lorsque ces derniers sont jugés trop tièdes. Leur adhésion aux principes démocratiques se combine paradoxalement avec un culte de la personne considérée comme seule à même de relever le pays : le président de leur propre parti. Dont l'accès au pouvoir générera aussi des opportunités de promotion personnelle pour les militants les plus fidèles...

Indignation des « élites »

Foyers historiques de contestation, les universités ne présentent plus le même dynamisme militant qu'à l'époque de Mobutu. La surveillance politique omniprésente y est pour beaucoup - tenir des activités « politiques » (entendre « critiques du pouvoir ») expose à l'exclusion, voire à l'arrestation. Pour autant les campus demeurent des espaces de politisation informelle de première importance.

Plongés dans des conditions de vie et d'étude éprouvantes, pressentant un avenir de diplômé chômeur, indignés par l'écart entre les principes qu'on leur enseigne et les pratiques des politiques, sans charge de famille, ces « élites de la nation » au destin contrarié estiment qu'il est de leur devoir de marcher pour un Congo meilleur. Si l'emprise des partis d'opposition sur le militantisme étudiant demeure importante, des formes d'organisation indépendantes existent, qui travaillent dans l'ombre à la mobilisation des campus.

Frustration

Les trois groupes précités sont les cibles prioritaires de la sûreté congolaise, qui depuis janvier 2015 déploie les grands moyens pour les mettre hors d'état de nuire. Pourtant ce n'est pas l'action de ces groupes en elle-même et pour elle-même qui effraie le plus le pouvoir, mais le fait qu'elle puisse servir de détonateur à un soulèvement de grande ampleur. Et le véritable explosif de ce soulèvement, la poudre en quelque sorte, c'est la masse non organisée des jeunes des communes populaires de la capitale. (Sur-)vivant de petits boulots occasionnels, incapables de fonder un foyer, soumis au rançonnement de la police, leur frustration est insondable. L'origine politique de cette déchéance ne fait pas de doute : « *Ce sont les politiciens qui bouffent tout l'argent alors que nous souffrons !* » Une origine entachée d'extranéité, qui plus est : « *Avec Kabila le Rwandais, les étrangers sont mieux traités que les enfants du pays !* »

Révolte populaire

Cette « underclass » urbaine ne manifeste pas « pacifiquement », elle se révolte, « fait le désordre », dresse des barricades de pneus enflammés sur les avenues des quartiers, s'en prend physiquement à tout ce qui symbolise l'ordre politique injuste dont elle s'estime victime - commissariats, bus de l'Etat, propriétés (maisons, hôtels, stations-service) des politiciens, commerces des étrangers. Moins séduisant que celui des mouvements citoyens, ce mode d'expression émeutier est le seul accessible à cette frange majoritaire de la population la plus exposée à la violence de l'Etat. Un langage politique faute de mieux en quelque sorte.

Le contact entre cette poudre et ces détonateurs a déjà produit deux explosions, en janvier 2015 et septembre 2016, lorsque des quartiers se sont révoltés deux ou trois jours durant, dans le sillage des étudiants et des militants de l'opposition. En maints endroits les forces de sécurité ont été débordées, quand elles n'ont pas sympathisé avec les manifestants ou participé aux pillages. Une réédition à grande échelle de ces déflagrations à la date éminemment symbolique du 19 janvier, voilà la véritable hantise de Kabila.

20/12/2016 - « Ne pas brûler le Congo »... ne pas céder non plus au « chantage au chaos »³

« Ne pas brûler le Congo... ». Le titre de l'édito de Colette Braeckman dans le Soir d'aujourd'hui, au lendemain d'un 19 décembre relativement calme à Kinshasa, résume d'emblée le propos de la journaliste : si les Congolais sont restés chez eux hier 19 décembre, ce n'est pas fondamentalement parce qu'ils étaient « surveillés » / « cadennassés » / « verrouillés », mais parce qu'« ils ne sont pas disposés à brûler leur pays, à jouer la carte du pire ». Et surtout pas « au bénéfice de politiciens qu'ils tiennent en piètre estime ». Cette attitude réservée serait surdéterminée par une mémoire populaire « implacable » des conséquences mortifères des pillages, conflits et autres rébellions du passé.

En développant cette idée, Mme Braeckman alimente, malheureusement et involontairement, la rhétorique que les ténors de la majorité présidentielle développent depuis deux ans pour disqualifier les manifestants : les nouveaux mouvements citoyens (Lucha, Filimbi) qui manifestent dans la rue pour le respect de la Constitution sont des acteurs « anarchisants » (Lambert Mende, porte-parole du gouvernement), les partis d'opposition sont partisans d'un « schéma du chaos » (Ibid.), les uns et les autres incitent à la « destruction » (Mova Sakanyi, secrétaire général du PPRD, parti présidentiel) et sont prêts à mettre le pays « à feu et à sang » (communiqué du PPRD).

La réalité, faut-il le rappeler ?, est que l'immense majorité des Congolais tentés par la voie protestataire, bien loin d'être « disposés à brûler leur pays », désirent marcher « pacifiquement », que l'exercice de ce droit arbitrairement interdit depuis septembre est physiquement empêché par les forces policières, que c'est la brutalité de ces dernières qui fait que les marches dégénèrent en affrontements et que le désordre qui en résulte est un effet recherché d'une stratégie délibérée visant à criminaliser les protestataires, à retirer à l'opposition le levier politique (son dernier) des manifestations de rue en assimilant celles-ci à une « stratégie insurrectionnelle ». N'est-ce pas là d'abord qu'est « la stratégie de la tension » que la journaliste voit plutôt du côté de l'opposition et de la communauté internationale ?

Les gens seraient restés chez eux par crainte du chaos sur lequel déboucherait fatalement leur révolte. Pourquoi Goma, ville martyre par excellence, est-elle celle où la protestation a été la plus intense du pays ce 19 décembre ? Pourquoi les Kinois sont-ils sortis par milliers en janvier 2015 et à nouveau en septembre 2016, respectivement contre la modification de la loi électorale et pour dénoncer la non-convocation du corps électoral ? Pourquoi ne pas évoquer la mémoire courte de ces deux épisodes de répression à grande échelle (la police a pratiqué le *shoot to kill*) dans l'inhibition qui a dominé la capitale hier ? Pourquoi ne pas parler aussi de « l'effet d'apprentissage » sécuritaire qui fait que de protestation en protestation le pouvoir apprend, anticipe, s'améliore dans ses efforts de neutralisation proactive de toute manifestation ? A minuit ce 19 décembre, c'est par des rafales de mitraillette destinées à terroriser les plus aventureux que les forces de l'ordre ont répondu au concert de sifflets et de casseroles signifiant à Kabila la fin de son mandat.

Et quand bien même cette mémoire plus longue des conflits et des pillages du passé explique en partie la réserve d'hier, n'aurait-il pas fallu mentionner, même brièvement, la manipulation pernicieuse de cette mémoire par le clan Kabila, qui n'a de cesse de rappeler les douleurs collectives récentes pour condamner tous ceux qui n'avalisent pas le « glissement ». Dès le 15 décembre 2015, Joseph Kabila prévenait qu'il ne permettrait pas que « les sacrifices consentis ensemble au cours de ces dernières années pour bâtir la paix et la sécurité dans notre pays (...), balisant la voie vers l'émergence, soient compromis, sous quelque prétexte que ce soit, par ceux qui (...) choisiront de rester enfermés dans leurs postures négativiste » en refusant le dialogue. La lecture d'un article de 1998 d'Isidore Ndaywel E'Nziem, historien que la journaliste connaît bien, montre que Kabilace régime n'innove pas : l'idéologie mobutiste a elle-même utilisé la violence du passé pour mieux condamner toute velléité de résistance et réserver au régime « la symbolique de la paix, de l'unité nationale, de la promesse d'une prospérité certaine ». Refuser d'élire Mobutu revenait à « opter pour le chaos ».⁴ Joseph Kabila reproduit ce chantage au chaos.

A propos de l'opposition, pour terminer. S'il est vrai que celle-ci est globalement tenue « en piètre estime » par la population, bien des jeunes qui marchent ces derniers mois contre Kabila ne se font pas d'illusion sur la qualité de ces politiciens de rechange, mais estiment « qu'il s'agit d'une question de

3. Opinion publiée le 20/12/2016 sur www.cetri.be

4 Ndaywel E'Nziem Isidore (1998), « Du Congo des rébellions au Zaïre des pillages », Cahiers d'études africaines, Vol.38, n°150-152.

principe ». Et que par ailleurs, « on n'est pas sûr que l'opposition améliorera les choses, mais on est sûr qu'avec Kabila les choses ne s'amélioreront pas ». Enfin n'aurait-il pas été plus cohérent de mentionner que, justement, cette opposition n'a pas appelé à manifester hier ? Ce silence calculé, qui a surpris les observateurs, explique au moins en partie la faiblesse des mobilisations d'hier.

François Polet est chargé d'étude au CETRI – Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve).

Articles parus respectivement sur la page « Opinions » du site de la RTBF le 12 décembre 2016, dans La Libre Belgique le 19 décembre 2016 et sur le site du Cetri le 20 décembre 2016.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

